

François Hollande rattrapé par les conflits sociaux

LE MONDE | 14.06.2014 à 10h01 • Mis à jour le 14.06.2014 à 11h28 | Par David Revault d'Allonnes

Après deux années de paix syndicale, le président du compromis serait-il à son tour bousculé, comme ses prédécesseurs, par les turbulences du conflit social ? La grève à la SNCF et le mouvement des intermittents semblent en tout cas constituer, pour la première fois, un niveau de risque politique sérieux pour l'exécutif. Suffisamment pour que François Hollande et Manuel Valls, de concert, en appellent, à propos du premier des conflits de cet ordre, à une cessation des hostilités.

« Il y a un moment où il faut savoir arrêter un mouvement et être conscient des intérêts de tous », a estimé le président, vendredi 13 juin, en marge d'un déplacement dans la principauté d'Andorre, après que la grève a été reconduite pour 24 heures. Depuis Annonay (Ardèche), le premier ministre déclarait de concert qu'il n'y avait selon lui « aucune raison qu'elle se poursuive ».

Officiellement, le secrétaire d'Etat aux transports Frédéric Cuvillier demeure en première ligne sur la grève des cheminots, avec Matignon en deuxième rideau. « *On ne va pas présidentialiser la gestion du dossier*, indique un conseiller de M. Hollande. *Mais le chef de l'Etat a un suivi très attentif du conflit.* » Dont Matignon comme l'Élysée avaient sans doute sous-estimé à la fois l'ampleur et la durée.

Ce conflit a été évoqué, vendredi 13 juin au matin, lors de la réunion du cabinet présidentiel élargi. « *Force est de constater que le mouvement est important, qu'il y a des risques qu'il dure, et que tout cela intervient à un moment où la situation économique est mauvaise et le corps social tendu* », poursuit ce conseiller.

PERSPECTIVES UN PEU PLUS ASSOMBRIES

En plus du contrecoup des dérives électorales aux municipales et aux européennes, le trouble de la majorité, les indicateurs économiques et sociaux en berne, croissance et chômage en tête, et le marasme sondagier, il ne manquait plus qu'un conflit social d'envergure nationale pour assombrir encore un peu plus les perspectives de l'exécutif. M. Hollande y a, depuis mai 2012, échappé. Sans doute en partie grâce à son obsession du compromis social et de la négociation tripartite, symbolisée par l'accord national interprofessionnel sur la réforme du marché du travail signé en janvier 2013.

Le président a certes subi de substantielles contestations sociétales et fiscales, mobilisations contre le mariage pour tous et révolte des « bonnets rouges ». Mais il n'a, jusqu'ici, essuyé nul mouvement syndical de masse. Même si plusieurs conflits sociaux au premier rang desquels PSA Aulnay ou Florange, quoique davantage

localisés, s'étaient révélés dévastateurs. « *Il y a eu des conflits beaucoup plus lourds, estime un autre conseiller du chef de l'Etat. Dans le cas de la grève à la SNCF, la gêne occasionnée est certes plus importante, mais en terme politique, c'est beaucoup plus faible. L'opinion est très défavorable à ce conflit qu'elle ne comprend pas et qui l'énerve.* »

« TOUT ÇA NE VA PAS S'AGRÉGER »

Voilà le constat qui a incité les deux têtes de l'exécutif à s'impliquer en personne sur ce terrain, sous couvert de l'intérêt général, sûres de bénéficier là de l'exaspération des usagers et en particulier des familles des candidats au bac. « *Il y a aussi le baccalauréat, la semaine prochaine* », a prévenu M. Hollande. D'où des attentions particulières. « *Mon objectif est de rassurer les familles, non de les angoisser, indique le ministre de l'éducation, Benoît Hamon, au Monde. On attend de l'Etat qu'il anticipe, non qu'il crée un climat anxiogène. Si le trafic devait être perturbé, on attendra les étudiants de manière bienveillante et on les acceptera, même avec une heure de retard.* »

L'exécutif, à ce stade, ne redoute ni cristallisation ni convergence de la grève des transports et du mouvement des intermittents. « *Pas là dessus. Il faut bien sûr tenir compte de l'existence d'une multitude de poches de protestation, mais tout ça ne va pas s'agréger* », pronostique un poids lourd du gouvernement. « *Ces conflits n'ont rien à voir les uns avec les autres* », estime un conseiller à l'Elysée, où l'on mise sur le débat parlementaire, qui commence mardi 17 juin à l'Assemblée nationale, pour faire atterrir le mouvement des cheminots sur le terrain politique. « *Le Parlement reprend la main et l'objet du délit va forcément s'étioler* », poursuit ce collaborateur.

Cet épisode, néanmoins, n'est guère engageant pour ce qui est du climat syndical qui entourera la suite des opérations, en particulier la conclusion du pacte de responsabilité. Afin de déminer le terrain, Manuel Valls, qui a rappelé « *la très grande fermeté du gouvernement* », recevra lundi syndicats et patronat pour une « conférence de méthode » préparatoire à la grande conférence sociale de juillet. Mais beaucoup s'inquiètent d'un « *climat de surenchère* » et d'une « *radicalisation de la CGT* ».

« *Tout ceci ne me rend pas optimiste* », concède un proche du chef de l'Etat. Un ministre s'inquiète de même du « *durcissement d'un mouvement dont on ne voit pas bien quel sera le débouché* ». Et d'annoncer un automne syndicalement tendu : « *Le rendez-vous attendu, en termes de mobilisation sociale, c'est la rentrée.* »